Prolétaires de tous les pays, unissons-nous

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Gaza : jusqu'où ira le bain de sang ?

Jusqu'où ira le gouvernement israélien dans le massacre à Gaza ?

En 120 jours, l'armée israélienne a largué plus de bombes sur Gaza que les États-Unis n'en ont déversées sur l'Irak en 2003. Avec 28 000 morts, plus tous ceux enfouis sous les décombres, et 100 000 blessés officiellement recensés, cette minuscule bande de terre s'est transformée en mouroir. Et maintenant, Netanyahou se prépare à lancer une offensive sur Rafah !

Cette ville, au sud de la bande de Gaza, regroupe maintenant 1,4 million de Palestiniens, plus de la moitié de la population de Gaza ! Pour la plupart des Palestiniens réfugiés à Rafah, il s'agit de leur quatrième ou cinquième déplacement forcé. Mais pour Netanyahou, ce n'est pas un problème : il faudra que « *les civils évacuent* ».

Ce seul plan d'évacuation fait froid dans le dos. La population réfugiée à Rafah survit dans des tentes de fortune, avec des blessés, des enfants, des vieux et des malades à bout de forces. Leur vie ne tient qu'au fil qui les relie aux points de ravitaillement en eau et nourriture assurés par des ONG.

Et le gouvernement israélien et, avec lui, les États-Unis et leurs alliés ont coupé les vivres à l'agence de l'ONU, l'Unrwa, ultime bouée de secours.

Netanyahou affirme que l'armée israélienne mènera son offensive à Rafah même si le Hamas libérait les otages, montrant une fois de plus aux Israéliens et au monde entier que le retour des otages est loin d'être sa priorité. Netanyahou justifie cette politique par la nécessité de détruire les dernières poches de combattants du Hamas. C'est en réalité une politique de terreur contre toute la population.

Camp de Gazaouis déplacés à Rafah, le 13 février.

« *Tant que ces gens sont en bonne santé, ils continueront de se battre. Mais si on les prive de tout, on parviendra à arrêter la guerre* », s'est vanté un colon israélien, prêt à assumer une épuration ethnique.

Bien sûr, les dirigeants américains et autres font semblant de s'inquiéter de l'inévitable cortège de morts engendrées par cette offensive. Mais tous se cantonnent à demander une « *sérieuse réflexion* » aux dirigeants israéliens. Surtout, les États-Unis livrent les munitions et les engins de mort indispensables pour mener cette guerre.

Si cette politique de terreur vise à briser les Palestiniens de Gaza pour de longues années, elle fait aussi naître les prochaines générations de révoltés et de combattants.

Quand les armes se tairont, personne ne sera en paix. Ni les Palestiniens qui pleureront leurs morts et reconstitueront leurs forces pour le combat. Ni les Israéliens qui vivent en permanence la main sur la gâchette, derrière des murs toujours plus hauts.

Depuis la création de l'État d'Israël, ses dirigeants, soutenus par le monde impérialiste, assuraient aux Juifs qu'ils leur garantiraient la paix et la sécurité, loin de l'antisémitisme et du génocide dont ils ont été victimes.

Les Arabes n'étaient pour rien dans les persécutions qui ont culminé en Allemagne nazie, avec la complicité plus ou moins ouverte des autres grands pays impérialistes, mais c'est sur leur dos que s'est faite la promesse de construire un havre pour les Juifs.

Promesse totalement illusoire car, comme le disait Karl Marx, « *un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre* ». Et en 75 ans d'existence, Israël a été en guerre de façon quasiment ininterrompue. Tant que la colonisation, les exactions et les massacres contre les Palestiniens se poursuivront, la population juive israélienne n'aura ni paix ni sécurité.

La tragédie qui se déroule à Gaza va déterminer l'avenir du Moyen-Orient, pour des décennies. Et qui peut être sûr qu'elle n'embrasera pas la planète entière ?

Même les États-Unis le craignent. Et pour cause !

Lees onze publicaties in het Nederlands op http://arbeidersstrijd.be

Leur politique de pillage et toutes les guerres qu'ils ont menées au Moyen-Orient y ont engendré une instabilité générale.

Déjà, la guerre de Gaza a ses répliques à Beyrouth et au Sud Liban où les camps de réfugiés palestiniens sont nombreux et où le Hezbollah soutenu par l'Iran est un État dans l'État. Elle s'est étendue à la mer Rouge où les Houthis du Yémen attaquent des navires commerciaux. Elle a ressurgi en Irak et en Syrie où de nombreuses milices prospèrent sur la désolation et la haine semée par les interventions occidentales successives.

De fait, l'engrenage guerrier est lancé. Et les puissances impérialistes, qui ont fabriqué le conflit opposant les Juifs aux Arabes de Palestine, sont incapables de l'arrêter. La seule alternative à cette marche à la guerre est celle que les exploités du monde entier pourraient représenter en s'attaquant à leurs propres dirigeants et à l'ordre capitaliste qu'ils incarnent.

Leur société

L'avenir des postiers façon ministre

La perte du contrat de distribution des journaux par Bpost menace 4 000 emplois.

Une solution serait qu'aucun postier ne soit licencié, et que la charge de travail de tous s'en trouve diminuée !

Mais Petra De Sutter, ministre des entreprises publiques, a une recette magique. Selon elle, il serait « *possible de muter le personnel de Bpost vers d'autres services du gouvernement fédéral, comme gardiens de prison ou informaticiens par exemple* ».

En voilà une nouvelle dans la série des tourments du capitalisme !

Certes, dans le camp des travailleurs, on a rarement la chance de vraiment choisir son métier.

Mais que la ministre ne cherche même pas à donner l'illusion de vouloir sauver les emplois des postiers et ose parler des travailleurs de Bpost comme s'il s'agissait de pions qu'elle déplaçait d'une case à une autre, cela en dit long sur l'état de dégradation de cette société… et sur son gouvernement. Sans parler de la dégradation du service postal qui en découlerait.

Peut-être que les postiers peuvent faire gardiens de prison ou informaticiens, mais ce qui est sûr c'est que les ministres comme De Sutter et ses semblables, on n'en fera rien du tout !

Business de la drogue

Quatre fusillades liées au trafic de drogue ont eu lieu à Saint-Gilles à Bruxelles entre le dimanche 11 et le mercredi 14 février. Elles ont fait un mort et trois blessés. Et au port d'Anvers, la situation s'est aussi aggravée ces dernières années.

Depuis cet été, à Bruxelles, la surveillance policière autour de la gare du Midi a été renforcée, les autorités prétendant ainsi « résoudre le problème de l'insécurité ».

Concernant le trafic de drogue, cette mesure n'a, en fait, eu pour seul effet que de déplacer une partie du trafic ailleurs, notamment dans les environs de la porte de Halle, à Saint-Gilles.

Aucune caméra de surveillance et aucune présence de policiers ne peut résoudre les problèmes de la drogue et de la violence. Ceux-ci sont engendrés par le système capitaliste, sa concurrence anarchique et sa course au profit, qui plonge toute la société dans le chaos, augmente la misère, et pousse dans les bras des gros trafiquants de drogues, tout une partie des jeunes laissés pour compte.

Le trafic de drogue est un business capitaliste, qui profite avant tout aux patrons des cartels, ainsi qu'à tous ceux à qui ils graissent la patte dans l'appareil d'Etat et la police, tout comme aux organisations financières ayant pignon sur rue, et qui blanchissent l'argent du trafic.

Les fusillades liées au trafic de drogue, comme celles de Saint-Gilles, sont souvent le résultat de luttes entre groupes concurrents pour l'appropriation de marchés. Pour les malfrats, les coups de feu et les exécutions découlent de raisonnement « commerciaux ».

Ainsi, ils reproduisent à leur échelle, la même politique que les capitalistes « légaux », qui, pour arracher marchés et ressources à leurs concurrents, s'appuient sur l'Etat et l'armée pour envahir des pays, déclencher et soutenir des guerres, qui finissent toujours en massacres de la population. Comme en Irak, en Lybie, en Afghanistan, au Mali, en Ukraine, en Palestine, au Congo...

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales.
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

La SNCB roule les usagers

Après l'augmentation de 6% des prix depuis le 1er février, la SNCB annonce des changements sur les billets pour l'année 2025.

Elle prévoit de supprimer les cartes familles nombreuses ou les billets à prix fixes comme ceux des plus de 65 ans à 8,30 euros ou le Go Pass pour les moins de 26 ans à 7,50 euros. De plus, les billets devraient avoir des prix variables en fonction des heures et de la demande sur le rail.

Le ministre de la mobilité veut rassurer tout le monde : ce serait à l'avantage de la population car tous les billets recevront une éventuelle réduction de 40%. En réalité, la fin de ces abonnements va démultiplier les coûts. Un trajet Bruxelles-Ostende coûte 20,20 euros. Même avec les 40% de réduction ce ticket reviendrait à 12,12 euros, on est loin des 7,50 du Go pass !

Ces changements ont pour objectifs d'imposer de plus en plus la logique de la compétitivité et de la concurrence au sein des services publics.

Avec ces variations de prix et la fin des réductions, tout le monde va payer plus. Usagers comme cheminots entendront les futures attaques siffler sous le prétexte de devoir être compétitif.

Rail : investissements publics, profits privés

Lineas est la compagnie ferroviaire qui s'occupe du fret, le transport des marchandises.

Jusqu'en 2015, le fret était pris en charge par B-logistics, une filiale de la SNCB. Déjà à l'époque, ce secteur du rail bénéficiait de nombreux financements publics alors que les trains transportaient du matériel pour des grandes entreprises et multinationales qui auraient très bien pu payer, contrairement aux voyageurs pour qui ce devrait être gratuit.

Ensuite en 2015, le fret a été privatisé et B-logistics est devenu Lineas. Quelques années avant la privatisation, la SNCB avait donné gratuitement du matériel roulant à B-logistics puis racheté ce même matériel, ce qui revenait à renflouer les caisses de B-logistics juste avant la privatisation.

L'entreprise avait aussi bénéficié de 135 millions d'euros de cadeaux de l'État, qui avait aussi supprimé 500 postes avant de privatiser.

Aujourd'hui, après un cadeau supplémentaire de 15 millions d'euros en novembre dernier, de nouveaux fonds ont été débloqués pour Lineas qui serait à nouveau au bord de la faillite.

Quand il s'agit de renflouer les caisses des entreprises et de leurs actionnaires, ou de permettre aux entreprises de transporter facilement et pas cher leurs tonnes de marchandises, l'argent public est toujours disponible !

Au-delà des chiffres de la pauvreté

L'office national de statistique (STATBEL) publie que près d'une personne sur cinq en Belgique (plus de 2,1 millions de personnes) courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Derrière ces statistiques impersonnelles, il y a la galère bien réelle de nombreux foyers. Les foyers où les personnes pouvant travailler ne trouvent de l'emploi que 20% du temps ou moins. Ceux disposant de revenus inférieurs au « seuil de pauvreté » (1 450 € brut pour une personne isolée, 3 045 € brut pour un foyer de deux adultes et deux enfants). Et encore les foyers qui ne peuvent pas à la fois payer les factures et le loyer, se chauffer, manger correctement et régulièrement, se soigner, acheter une voiture, remplacer les vêtements usés...

Et comme la galère entraîne la galère, les problèmes s'entraînent les uns les autres. En Belgique 183 000 travailleurs et leurs enfants vivent les fortes difficultés de ces trois situations à la fois.

Les chiffres de STATBEL révèlent aussi qu'avec la hausse des prix et l'indexation des salaires qui ne suit que partiellement, et avec retard, le nombre de travailleurs ayant un emploi vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté l'année passée.

Ces situations indignes ne sont pas une fatalité. Car à côté des chiffres sur la pauvreté, les entreprises du Bel20 publient des bénéfices en hausse, et annoncent augmenter les dividendes versés à leur actionnaires : +10% pour les actionnaires de la KBC, +12% pour les actionnaires du logisticien WDP,...

C'est que l'augmentation des bénéfices d'une minorité de riches est due à l'aggravation de la pauvreté d'une grande partie de la population !

Alors il n'y a aucune raison de se résoudre à la pauvreté. Tous les travailleurs doivent pouvoir vivre dignement ! Et pour que cela soit possible, il faut prendre sur les profits des actionnaires !

La spirale infernale de la crise capitaliste

« *Peu importe le choix dans l'isoloir, il faut s'attendre au retour du corset budgétaire* » annonçait le journal « Le Soir ».

Difficile de faire plus clair. En dépit du résultat des élections de juin 2024, les partis du prochain gouvernement chercheront à imposer de lourdes mesures d'austérités à la population pour respecter les intérêts de la bourgeoisie.

Car derrière les raisonnement des « experts économiques », derrière les « règles budgétaires européennes », derrière l'abstraction des chiffres de la dette, du PIB et de la croissance, se tient la classe des propriétaires et actionnaires des grandes banques, des grandes entreprises et des multinationales.

Et, face à la crise et aux contradictions du capitalisme, la bourgeoisie est amenée à lever le voile sur l'illusion de la démocratie, et à laisser discuter dans la presse, au vu et su de tous, du prochain « casse » qu'elle prévoit aux dépens de la population.

L'état des finances publiques est un problème insoluble pour le patronat. Pour maintenir l'augmentation de leurs profits dans la concurrence acharnée par la crise, les capitalistes réclament de leurs gouvernements toujours plus d'allègements d'impôts, de subsides, d'emplois défiscalisés, de soutiens à l'investissement...

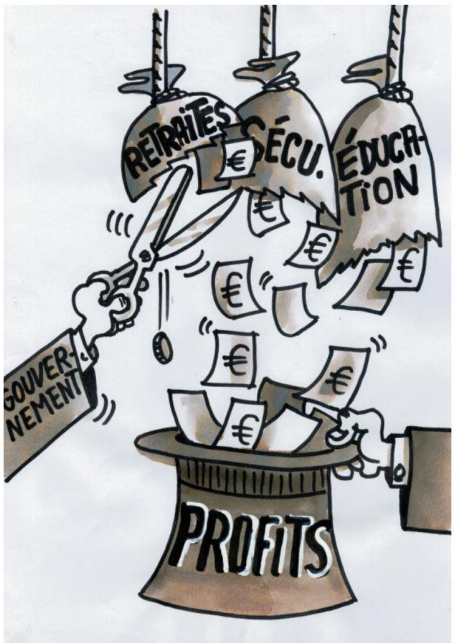
Pour soutenir les guerres actuelles et préparer les suivantes, qui résultent inévitablement de la guerre économique que se livrent les multinationales, la bourgeoisie réclame l'achat de matériel militaire, l'embauche de soldats, et entre autres choses, le financement des « services citoyens ».

Tout cela coûte cher, et aggrave le déficit de l'Etat, déficit comblé par des emprunts aux grandes banques et institutions financières. Les intérêts des emprunts versés par l'Etat aux banques viennent à leur tour grossir la fortune de la bourgeoisie !

Ainsi la boucle est bouclée : plus de subventions, plus de dépenses d'Etat, plus d'emprunts, plus d'intérêts des emprunts… la bourgeoisie s'enrichit à chaque étape !

Chaque nouveau sursaut de la crise est l'occasion pour chaque capitaliste de spéculer sur le prix des marchandises. Mais l'inflation entraînée par la spéculation rogne la valeur du capital détenu par les banques, alors, en réaction, les banques centrales relèvent leurs taux d'intérêts pour tenter de protéger les profits financiers.

Le remède d'un jour se transforme alors en poison le lendemain. Car l'Etat est surendetté, et ses finances plient sous la charge de la dette et des intérêts augmentés, alors que, la crise s'approfondissant encore, le patronat attend des gouvernements de nouvelles dépenses en sa faveur… et le remboursement de l'argent prêté.



C'est donc l'alarme dans les rangs capitalistes. Le FMI, la Commission européenne, la FEB (le syndicat patronal), le bureau du plan, tous les comptables de la bourgeoisie, en appellent urgemment à « l'assainissement des finances publiques », à l'austérité.

Il faut trouver 27 milliards, proclame la ministre du budget Alexia Bertrand (Open VLD) ! Moins 3,9 milliards de dépenses par an pendant 7 ans, renchérit le ministre des Finances Vincent Van Peteghem (CD&V) !

Derrière eux, c'est toute la bourgeoisie qui crie : qu'on fasse payer les travailleurs ! Qu'on coupe dans les dépenses utiles à la population, dans le financement des hôpitaux, des écoles, des CPAS, de la culture, dans la sécurité sociale, dans le budget des pensions, dans l'indexation ! Que la population paye, y compris les pauvres !

Les politiciens en campagne électorale l'entendent bien. Ils savent que c'est le programme qu'ils devront appliquer une fois au gouvernement. Mais encore doivent-ils se faire élire… à coup de promesses mensongères et d'hypocrisie.

Les socialistes en particulier, et avec eux leurs relais dans les directions syndicales, savent qu'ils jouent gros. Certains d'entre eux voudraient trouver un moyen de se dédouaner des futures saignées d'austérités qu'ils devront essayer de faire accepter. Par exemple en prévoyant d'accuser la droite, « les Flamands », la NVA, et la future crise communautaire, de la responsabilité des mesures d'austérité, sans jamais accuser le capitalisme. Mais aussi en se préparant à accuser le PTB, si « *il ne prend pas ses responsabilités* » pour former « un gouvernement de gauche » et ainsi en finir avec sa concurrence, en l'associant à la déroute inévitable du PS suite aux mesures d'austérité.

Qu'il soit de gauche ou de droite, le prochain gouvernement ne pourra être qu'un gouvernement qui défendra les intérêts de la bourgeoisie. Et quelques élus PTB en plus ou en moins dans les Parlements ne changeront rien à l'affaire, car ce ne sont pas les Parlements qui dirigent, ni les ministres, mais la bourgeoisie dans les conseils d'administration des banques et des entreprises.

La seule force capable de s'opposer à la bourgeoisie, c'est la classe

ouvrière, mobilisée, et déterminée à lutter pour défendre ses intérêts.

Seul l'effroi devant une explosion sociale pourrait à ce stade faire reculer le patronat, qui aujourd'hui se sent en pleine possession du rapport de force, après avoir pu imposer au mouvement ouvrier une baisse importante du pouvoir d'achat, la restructuration du secteur de la distribution, de nombreux licenciements, etc.

Le système capitaliste s'enfonce dans la crise et entraîne l'humanité toujours plus vers la barbarie de la misère et des guerres. La bourgeoisie n'a aucune issue à sa disposition. Si la classe ouvrière ne trouve pas les moyens et l'énergie de s'opposer aux futures mesures d'austérités, celles-ci deviendront elles-mêmes la source de nouvelles contradictions, notamment en réduisant la consommation ce qui aggravera le chômage.

Mais, même à la tête d'un système moribond, en l'absence de larges révoltes des travailleurs, la classe capitaliste peut continuer à faire payer à la population le prix de son maintien à la tête de la société.

Aujourd'hui, c'est au prix de l'aggravation de l'exploitation, et de l'augmentation du nombre de milliardaires et de leurs profits, malgré la crise.

Demain au prix de l'austérité, et après-demain, si rien ne change, ce sera au prix du sang et de la guerre.

Il sera alors encore temps de se souvenir des paroles de L'Internationale « *S'ils s'obstinent, ces cannibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles, sont pour nos propres généraux* ».

Les contradictions de l'agriculture

Des intérêts opposés dans le monde agricole

Ces dernières semaines, la mobilisation des agriculteurs dans tout le pays a mis en avant leurs problèmes et leurs revendications.

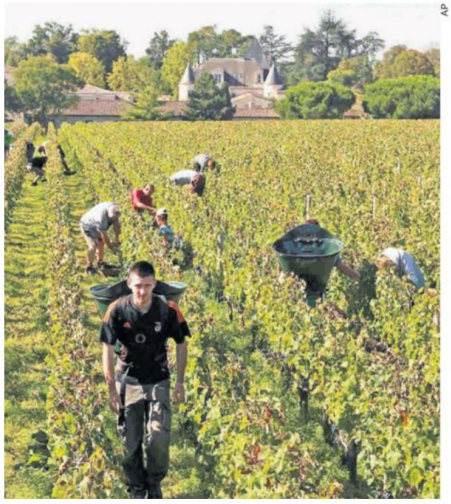
Mais dans « le monde agricole », il y a en vérité de fortes oppositions d'intérêts et des réalités très différentes.

La presse évoque, par exemple, que les revenus des agriculteurs sont en moyenne au plus haut depuis 2004.

Mais c'est une moyenne et cela masque une grande disparité. En Flandre, d'après l'administration flamande, le revenu par personne dans le bétail de boucherie serait de 12 200 € par an alors qu'il serait 11 fois supérieur pour la culture de légumes en serre (135 800 €).

Mais surtout, l'opposition d'intérêts se fait entre les capitalistes de l'agriculture et les travailleurs.

Il n'y aucun intérêt commun entre le milliardaire Éric Wittouck qui a fait sa fortune sur l'exploitation de la raffinerie de sucre de Tirlemont et un ouvrier agricole dans la culture de la betterave qui gagne 11,74€ de l'heure.



Un monde de concurrence

Cette opposition d'intérêts est marquée aussi par la concurrence capitaliste entre exploitations agricoles.

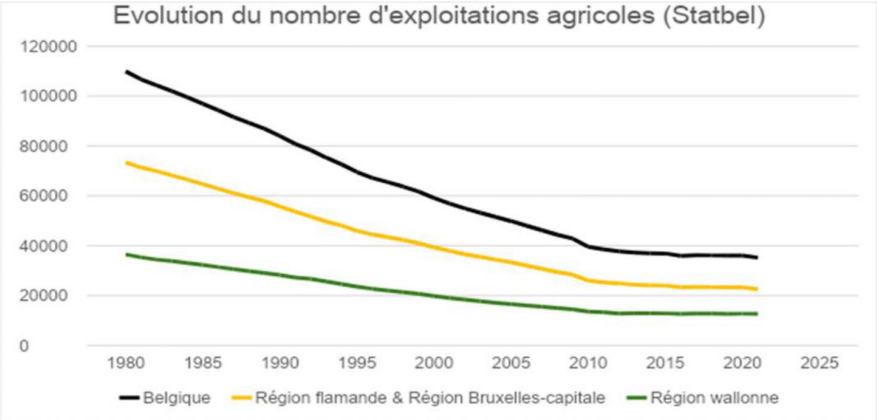
Que ce soit pour acheter ou louer des terres, vendre ses produits ou obtenir des subventions publiques, les profits des uns sont souvent les pertes des autres.

Par exemple, si le prix des fourrages augmente, cela avantagera ceux qui les produisent mais cela coûtera aux éleveurs bovins. Si une exploitation vend son lait moins cher que sa voisine, elle gagnera des parts de marchés à son avantage.

Et dans cette concurrence, ce sont les plus gros qui l'emportent. De ce fait, le nombre d'agriculteurs en Belgique a largement chuté et les exploitations n'ont pas cessé de se concentrer et de grossir en taille (en rachetant les terres d'autres agriculteurs).

Il y avait 113 000 exploitations en Belgique en 1980, aujourd'hui deux sur trois ont disparu et il n'en restait que 35 000 en 2022.

Les plus gros producteurs peuvent investir dans les techniques



agricoles de pointe, acheter les machines les plus performantes et faire des économies d'échelle grâce à la taille de leur exploitation.

De ce fait, ces exploitations agricoles pourront obtenir de meilleurs rendements que leurs concurrents, et grossir encore davantage en rachetant des terres ou en en louant de nouvelles. En Wallonie, par exemple, la majorité des fermes font aujourd'hui plus de 50 hectares et les plus petites exploitations ont largement disparu.

Capitalisme et agriculture

L'agriculture est un secteur de profit pour les capitalistes. En Belgique, leur domination sur l'agriculture se voit très bien par la politique de rachat de terres.

Des entreprises rachètent de nombreuses terres agricoles, en faisant par-là monter leur prix. De ce fait, le prix de l'hectare de terre agricole a augmenté de 6% par an ces dernières années pour atteindre en 2022 plus de 36 000€ par hectare en moyenne en Wallonie et 63 000 € en Flandre.

Cela empêche les agriculteurs de devenir propriétaires de leur terre, au profit de groupes capitalistes qui achètent ces terres uniquement pour les revendre et ainsi spéculer sur la hausse de leur prix.

Colruyt achète aussi des terres et les loue à des agriculteurs à des conditions très dures. Selon la loi, les agriculteurs sont censés louer leur terre à travers un « bail à ferme » qui leur permet de bénéficier de contrats de location de terre agricole plus longs, à un loyer maximum fixé, et un peu plus protecteurs. Cela leur permet de faire des investissements et d'organiser leurs cultures sur du plus long terme.

Mais le groupe Colruyt passe par une société d'investissement pour contourner le bail à ferme. Et cette société d'investissement conclut ensuite des « contrats de culture » d'un an seulement avec les agriculteurs. De ce fait, ces derniers sont soumis à la volonté de Colruyt qui peut leur imposer ce qu'ils doivent cultiver et comment.

Les agriculteurs sont, de fait, sous les ordres de Colruyt car ils sont seuls face à un grand groupe qui possède leur terre. Mais ce sont bien les agriculteurs qui doivent supporter les risques de leur exploitation. Et d'une année à l'autre, Colruyt peut leur préférer un autre agriculteur et leur enlever la terre.

Jamais avare d'aides publiques, ce montage de Colruyt a d'ailleurs choisi de prendre le statut d'agriculteur pour bénéficier des aides européennes de la Politique Agricole Commune.

Pesticides : les agriculteurs, premières victimes

Parmi les promesses des gouvernements aux agriculteurs, il y a l'abandon du règlement européen qui prévoyait de réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici 2030.

Cette revendication de poursuivre cet usage des pesticides est reprise par des milliers d'agriculteurs, alors qu'ils en sont les premières victimes. Car ce sont ces pesticides qui causent des cancers, la maladie de Parkinson, et qui détruisent la biodiversité.

Mais les agriculteurs qui vivent de leur travail subissent des pressions comparables à celles des travailleurs de l'industrie ou du bâtiment par exemple. Car comment refuser le risque d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail quand il faut bien gagner sa vie ?

La vraie question est de cesser de vendre pour un marché aveugle et de se donner les moyens de disposer des ressources de la planète en fonction des besoins de l'humanité.

Cela ne peut se faire qu'en planifiant l'agriculture et l'industrie à l'échelle mondiale, sous le contrôle de la population, et en se préoccupant en premier lieu de leurs conséquences pour la santé et les milieux naturels.

Le problème de l'azote en Flandre

En Flandre, un problème similaire se pose car les émissions d'azote sont trop importantes. Celles-ci viennent des exploitations industrielles et du fumier issu de l'élevage.

Cet excès d'azote acidifie les sols et favorise les herbes, ronces, chardons qui prolifèrent au détriment des autres plantes, des insectes (abeilles, papillons, etc.) et des animaux qui en vivent. L'excès d'azote entraîne aussi des problèmes pulmonaires, des maladies cardiovasculaires et pollue les eaux.

Pour réduire le taux d'azote, le gouvernement flamand a imposé des fermetures d'exploitations agricoles ainsi que des mesures coûteuses pour réduire les émissions d'azote.

Cela a suscité une opposition des agriculteurs en Flandre. Car pour nombre d'entre eux, cela signifie la fin de leur exploitation ou la ruine. Seuls les plus gros exploitants peuvent se permettre de mettre en place ces mesures.

Les promesses de la grande distribution

Après la mobilisation des agriculteurs, les grandes surfaces comme Colruyt et Delhaize ont promis d'augmenter le prix d'achat de la

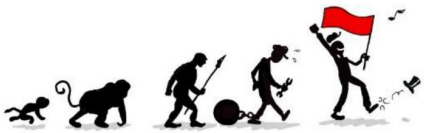
viande bovine au kilo de 0,50 €. Des agriculteurs se sont ensuite rendus compte qu'il s'agissait d'une augmentation du prix de la carcasse et qu'il fallait donc retrancher le coût du transport et de l'abattage. Cela revenait, selon eux, à une augmentation de seulement 0,20 € !

Mais surtout, les grandes surfaces en ont profité pour augmenter le prix en magasin de 1,50 € par kilo !

C'est-à-dire que le fardeau reposera de nouveau sur le dos des travailleurs, pensionnés, chômeurs et allocataires sociaux. Alors que le prix de la viande a déjà explosé ces dernières années et que beaucoup d'entre nous s'en privent déjà.

Dans ce monde capitaliste, toute la production – alimentaire, logement, transport, habillement – et même l'éducation, sont soumis aux lois de la concurrence et de la course au profit, entraînant désorganisation et chaos.

On ne peut pas revenir en arrière, la seule solution est d'aller de l'avant en supprimant la propriété privée des banques et des grandes entreprises pour que toute la production soit organisée sous le contrôle de la population, dans l'intérêt général de tous.



Un accord... pour les industriels

Les trois syndicats agricoles du nord du pays ont conclu un accord avec le gouvernement flamand sur une série de mesures. Mais les petits agriculteurs ou ouvriers agricoles ne verront pas une miette de changement.

Outre quelques promesses - qui ne sont que des promesses - sur la réduction des tâches administratives, le gouvernement flamand a proposé de mettre en pause le rachat de terres par le gouvernement lui-même, et a proposé quelques mesures, notamment sur le dossier de l'azote qui concerne surtout les fermes d'élevage industriel de porcs et poulets.

La concentration d'azote est très élevée en Flandre, ce qui pose des problèmes de pollution et abîme à la longue les sols. Mais l'azote chimique, ou celui présent dans le fumier, est essentiel pour les hauts rendements des cultures, et les agriculteurs dénoncent les mesures limitant son utilisation comme conduisant directement à leur perte.

Mais peu importe les km² de terres achetées par le gouvernement ou les nouvelles mesures sur l'azote, cela ne résoudra en rien les problèmes des petits agriculteurs pris en étau entre les échéances des remboursements des emprunts aux banques, les multinationales qui vendent le matériel, les plants et les engrais, et les centrales d'achat des grandes chaînes de distribution et des entreprises agro-alimentaires qui leur achètent leurs produits à bas prix !

Par contre, cet accord a changé la vie des grandes industries actives autour du port de Gand qui ont pu soupirer de soulagement avec le retour de la circulation des camions.

▲ Le port de Gand ("North Sea Port", archives) © BELGAONTHESPOT

Dans les entreprises

Grève aux TEC

Dans la région liégeoise, l'ensemble du réseau TEC a fait grève durant une semaine pour revendiquer des mesures contre les agressions dont sont victimes les chauffeurs et les bus. En 2024, en région liégeoise, 108 incidents ont eu lieu depuis janvier alors qu'il y en avait eu 150 sur toute l'année 2023.

Les chauffeurs subissent les agressions verbales ou physiques des usagers en colère ou voient les vitres des bus brisées à coup de lancers de pavés.

Les chauffeurs se sentent démunis face à ces agressions. Le manque de personnel, de contrôleurs ou d'équipe de nuit donne un sentiment d'impunité à ceux qui s'en prennent aux chauffeurs et à un service utile à la population.

Tous les dépôts de la région ont suivi la grève et les travailleurs d'autres dépôts se sont mobilisés pour rejoindre le site central à Robermont pour accentuer la pression sur la direction.

Par deux fois, ils ont refusé de reprendre le travail face à des promesses sans suite déjà entendues par le passé.

Il aura fallu une semaine d'arrêt complet du réseau pour que la direction plie face aux chauffeurs qui étaient déterminés à se défendre. Ils ont obtenu des engagements de la direction pour embaucher des contrôleurs supplémentaires et pour faire passer tous les contrôleurs de quart à mi-temps.

Mais ce problème n'est pas que celui des chauffeurs des TEC comme peuvent en témoigner les agressions des contrôleurs de la SNCB.

Les travailleurs de ces services essentiels sont au premier rang et sont parfois pris pour cible à cause de la dégradation générale de la société et des rapports humains dans cette société, notamment dans les transports.

Attaques patronales dans l'automobile

L'avenir de l'usine Audi à Bruxelles fait l'objet de rumeurs reprises par les médias belges selon lesquelles les modèles Q8, produits à Forest, seraient délocalisés en 2027 au Mexique ou en Chine.

Qu'en est-il réellement, personne ne le sait. Bluff ou réalité, seul l'avenir le dira. Mais les attaques patronales n'attendent pas. C'est aujourd'hui que 450 intérimaires se demandent s'ils auront encore un travail et un salaire demain. La production baisse et de nombreuses semaines de chômage économique sont annoncées.

Chez Volvo Gand, la direction multiplie les déclarations positives sur les bonnes performances de l'usine, mais s'apprête à mettre 300 travailleurs à la porte.

Dans les deux usines, ceux qui sont trop souvent malades au goût de la direction, sont soumis à des pressions croissantes.

Chez Audi, la direction ne tolère que trois maladies par an et menace de licenciement ceux qui sont plus souvent absents que la moyenne.

Chez Volvo comme chez Audi, on peut s'entendre dire : tu es encore une fois malade d'ici la fin de l'année, tu es dehors. Comme si on avait le choix ! Avant même qu'une restructuration soit annoncée, ce sont des dizaines de travailleurs qui sont ainsi poussés dehors.

Alors que la concurrence devient plus tendue et que l'économie s'enfonce dans le chaos, les actionnaires sont déterminés à faire payer leur crise aux travailleurs.

Dans tout le secteur de l'automobile, les attaques se multiplient. En témoigne l'annonce du producteur de pneus Continental qui veut mettre 7 150 travailleurs à la porte dans le monde, ou encore les milliers d'intérimaires dont les contrats ne sont pas renouvelés dans l'automobile en Allemagne.

Partout, les directions opposent intérimaires ou sous-traitants aux CDI, vieux aux jeunes et installent la concurrence entre les travailleurs de différents sites du même groupe.

Les directions ont une crainte : que les centaines de milliers de travailleurs qui font tourner leurs usines en Europe s'unissent et découvrent qu'ils ont la force de faire reculer la poignée d'actionnaires qui est derrière ces attaques !

Echos d'entreprise – Volvo Gand

Les profits et ceux qui les produisent

Les profits atteignent des records dans l'automobile en général.

Volvo Gand (détenu par le groupe chinois Geely) se vante d'avoir dépassé le cap des 230 000 véhicules produits en 2023, d'être à la pointe pour les modèles électriques à venir, et de voir la grande majorité des bénéfices se réaliser sur les modèles électriques. Bref. C'est la fête à l'étage des actionnaires.

Mais pour la participation aux bénéfices, la direction n'annonce que 2 090 euros par travailleur. Alors que le groupe Volvo a réalisé un profit de 2,27 milliards en 2023, en augmentation de 43% !

Pour une année de boulot ? A se casser le dos au petit matin ou au début de la nuit ?

Question à 5 centimes : sachant que les travailleurs produisent 100% des bénéfices, et les actionnaires 0%, quel montant devrait atteindre la prime de participation ?

La bourse ou la vie

La direction a annoncé que 300 collègues seraient mis à la porte fin avril. Ces collègues avaient un contrat intérimaire ou un contrat de 6 mois, qui ne sera pas renouvelé.

Et qui sait s'il n'y en aura pas plus ?

Les directions font leurs calculs : les bénéfices de l'année 2024 seront meilleurs en ne payant pas ces salaires-là. La logique capitaliste ne vise que le profit.

A l'inverse, pour les travailleurs la préoccupation immédiate c'est un travail et de bons salaires pour payer son loyer ou son emprunt, ses factures d'énergie ou ses courses au supermarché, les fournitures pour l'école ou l'aide aux parents malades.

Leurs profits se font sur nos vies, et cela ne s'arrêtera que quand les travailleurs s'organiseront pour faire leurs propres calculs et rendre les coups à leurs exploiteurs.

Il n'y a pas de petits profits

Rien ne se calcule au hasard dans les bureaux de la direction : pour toucher la participation aux bénéfices, il faudra encore être à l'usine au 31 mai. Autrement dit, les collègues que la direction veut voir partir fin avril n'y auront pas droit.

Sur ses milliards de bénéfices, la direction veut même garder les cacahuètes de certaines primes.

"Restructuration"... de l'exploitation

Bien sûr, la direction dit qu'il ne faut pas s'inquiéter, que les emplois perdus seront compensés par une diminution de la vitesse de production. Mais on le voit depuis octobre déjà, ralentir la chaîne de quelques secondes ne compense pas du tout la charge de travail supplémentaire des collègues manquants.

Les capitalistes sont créatifs dans leurs discours, mais leur esprit malade n'a qu'une idée fixe : faire le maximum de production en payant le minimum de salaire.

Témoignage d'un facteur

Cela fait plusieurs années que je travaille comme facteur et j'ai vu comment les conditions de travail se sont énormément aggravées, en particulier depuis 2015.

Par exemple, il y avait avant une équipe de nuit qui préparait la répartition du courrier, mais cette équipe n'existe presque plus aujourd'hui, et ce sont les facteurs qui font eux-mêmes la répartition, tout en étant payé autant qu'avant.

Le plus dur a été pour l'équipe de nuit.

Là-dedans, il y avait des gens qui avaient choisi de travailler la nuit, qui avaient organisé leur vie autour de ça.

Ils profitaient aussi d'un salaire un peu plus élevé, bien normal pour un travail de nuit.

Mais pour s'en débarrasser la direction n'a pas hésité à pousser les gens dehors pendant plusieurs années, en leur donnant les tâches les plus dures, ou même en envoyant certains en Flandre alors qu'ils ne parlaient pas néerlandais.

De manière générale, il y a régulièrement des réorganisations des tournées. Les patrons font semblant que c'est pour être plus efficace, mais on voit bien que c'est pour nous faire travailler plus.

En moyenne, les tournées ont augmenté de 25 à 30% et même 50% pour certaines, alors qu'on

n'est pas payé pour nos heures supplémentaires. Ça fait qu'on est nombreux à travailler gratuitement presque tous les jours.

Ils disent chaque fois qu'on peut faire plus vite, en mettant moins de temps pour chaque colis ou lettre. Mais dans leurs calculs, ils sous-estiment systématiquement les nombreux imprévus qui tombent tous les jours : la circulation, les problèmes de réseau avec les scanners, etc.

Pour mieux tenter de nous diviser, les chefs font en sorte de faire des tournées plus faciles que d'autres. Il y a une liste, selon l'ancienneté et d'autres critères, et les premiers de la liste peuvent choisir en premier leur tournée. Ils donnent quelques avantages à certains pour faire en sorte qu'on ne soit pas unis lorsqu'on veut lutter.

Le pire, c'est pour les intérimaires. Ils ne sont même pas sur la liste et donc ils se retrouvent avec les tournées dont personne ne veut. Ils ont parfois 3, 4 heures supplémentaires non payées, et ont les mêmes problèmes que nous tous.

Avec des conditions pareilles, autant dire que la plupart des intérimaires ne restent pas longtemps.

Chaque semaine on voit plein de nouvelles têtes. Plutôt que d'installer des caméras partout pour nous surveiller, c'est surtout des augmentations de salaire, des contrats stables, et des horaires décents qu'il faudrait pour que le personnel reste.

On a beaucoup de problèmes avec le matériel. Par exemple, il y a des vélos électriques avec des remorques pour aller dans certains quartiers où c'est plus difficile en camionnette. Mais il arrive très régulièrement que la batterie du vélo ou de la remorque lâche, et que le facteur se retrouve à devoir rentrer sans l'assistance électrique, avec plusieurs dizaines de kilos de courrier à porter. Et quand il pleut ou qu'il fait froid, ça augmente énormément le nombre de problèmes. Mais on est en Belgique, les patrons ont dû se dire qu'il ne pleuvait pas souvent…

Il y a régulièrement des problèmes de réseau avec l'appareil de scan des colis. Ils ont remplacé la personne qui distribuait notre matériel par des armoires électriques. Mais c'est déjà arrivé que ces armoires tombent en panne et on se retrouve à prendre du retard avant de pouvoir partir en livraison, ce qui allonge encore notre journée.

Plus récemment, ils ont acheté toute une flotte de camionnettes électriques. Ils se plaignent tout le temps qu'on ne rapporte pas assez, mais pour ça il y a de l'argent. Ils prétendent qu'ils font ça pour l'écologie… Ce qui les intéresse c'est surtout de prendre l'argent public qui va avec, et de passer des gros contrats avec les patrons de l'automobile pour les faire profiter aussi de l'argent public. Et le pire, c'est qu'il y a déjà plein de problèmes avec ces voitures électriques, surtout avec le froid en ce moment.

Et toute cette dégradation vient alors que la poste est censée être un service public. Il y a 30 ans, les postiers étaient tous des fonctionnaires, aujourd'hui la Poste peut faire appel à des intérimaires ! Évidemment, quand ce sont des intérimaires qui font le travail et qui ont plusieurs heures supplémentaires non payées, ils vont plus souvent se tromper d'adresse, ou rater une rue car ils n'ont pas le temps et ne connaissent pas le trajet.

En plus, avec le manque d'effectif permanent, on doit souvent remplacer l'un ou l'autre au pied levé, sans avoir le temps de se former, ça crée une ambiance de chaos permanent qui met tout le monde de mauvaise humeur. Et tout ça alors qu'il y aurait les moyens d'avoir des conditions de travail décentes, et un service efficace et bien fait.

C'est choquant car de l'autre côté on voit les budgets qui augmentent pour l'armement pendant qu'il y a toujours moins pour les hôpitaux et les écoles. Le capitalisme nous fait la guerre au travail, et en même temps il entretient les guerres partout dans le monde. Et bien sûr, ce sont toujours les ouvriers qui sont en première ligne, pendant que les capitalistes restent au chaud à s'enrichir. Ce qu'il faudrait, c'est retourner la guerre contre le capitalisme et le renverser !

International

Financement des futures boucheries…

Le secrétaire général de l'Otan s'est réjoui des 380 milliards d'euros que les pays d'Europe ont prévu pour les dépenses militaires en 2024. Tout en soulignant qu'il en faudra davantage car, « *c'est un minimum* ».

Pour ces dirigeants, la situation est claire : « (…) *Nous avons une guerre en Europe. Nous ne vivons pas en paix.* ».

Aujourd'hui, les pays européens s'impliquent dans la guerre en envoyant du matériel, des canons, des financements et en multipliant les discours de propagande pour la guerre. Tout ça prépare les futures boucheries qu'ils feront avec notre peau ... et qu'ils font déjà avec la peau de la population ukrainienne et russe.

... aussi en Belgique

La Belgique aussi se prépare à la guerre. La ministre de la défense a annoncé que le gouvernement n'a jamais autant investi dans l'armée depuis 30 ans. Ils ont lancé le plus grand plan de recrutement de 10 000 militaires, l'acquisition de nouvelles armes et un soutien à l'industrie militaire.

Accords juteux

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont chacun signé un accord bilatéral avec l'Ukraine afin d'affirmer leur soutien durable pour la guerre avec le refrain de la défense de la « liberté » et de la « démocratie ».

La forme de l'accord est variable selon le pays allant de financements, à de « l'aide » pour reconstruire l'Ukraine. Les Etats européens n'envoient peut-être pas de troupes militaires – pas encore – mais ils sont de plus en plus impliqués dans la guerre contre la Russie.

Derrière ce mensonges humanitaire, ces politiciens hypocrites sont motivés par des intérêts financiers que représentent ces soutiens car ils permettent de remplir les carnets de commandes des industriels de l'armement et faire le bonheur de leurs amis financiers pour la « reconstruction » de l'Ukraine.

Un pouvoir assis sur du sang

L'armée israélienne menace d'écraser Rafah, une ville du sud de la bande de Gaza, dans laquelle plus d'un millions de femmes et hommes ont été forcés de se réfugier dans des conditions inhumaines.

Pour beaucoup, c'est le quatrième ou le cinquième déplacement forcé par les attaques de l'armée israélienne. La nourriture et les médicaments manquent cruellement, des centaines de milliers de personnes, dont principalement des enfants, risquent de mourir de maladie ou de faim à tout instant.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou, et les ministres d'extrême-droite de son gouvernement n'ont aucun intérêt à arrêter ce massacre car leur place à la tête de l'État israélien dépend de la continuation de la guerre.

Netanyahou, corrompu jusqu'à la moelle, est sous le coup des accusations de fraudes, de scandales, de pots-de-vin et critiqué sur sa politique menée à Gaza.

Son soutien dans la population israélienne diminue de jour en jour, un sondage a montré que seulement 15 % des Israéliens continuerait à le soutenir.

Ce mécontentement s'exprime également par de larges manifestations en Israël pour exiger sa démission.

Mais tant que la guerre continue, il sait qu'il aura un large soutien de la part de la minorité de la population d'extrême-droite israélienne afin de continuer ce massacre.

Le 9 février, à Rafah

Massacre au Congo

En République démocratique du Congo (RDC), les affrontements entre l'armée congolaise et divers groupes armés et surtout maintenant le M23 s'intensifient.

Le M23, un groupe armé financé par le Rwanda, a pris possession de plusieurs villes dans la région du nord du Kivu encerclant la capitale de la province, Goma.

Les conflits entre groupes armés poussent les habitants de la région à fuir leurs maisons et leurs villages pour éviter les bombes, les viols et les massacres. C'est 35 000 personnes qui ont fui la ville de Saké pour rejoindre Goma en une semaine.

La ville de Goma et ses alentours sont submergés par les réfugiés obligés de s'entasser dans des camps surpeuplés, dans des écoles ou des églises. Ces camps où la population congolaise est concentrée sont en périphérie de la ville et sont les plus exposés aux bombes.

La ville étant encerclée par les conflits, l'approvisionnement est soit coupé, soit les prix des aliments s'envolent à cause des taxes mises en place par les groupes armés. Partout, c'est la famine qui s'installe dans la région.

Face à ces massacres, la population dénonce le silence qui règne sur cette guerre qui ravage l'est du pays.

Footballeur de la République démocratique du Congo le 7 février.

Durant les matchs de football de la CAN, les joueurs de l'équipe nationale du Congo, une main sur la bouche et l'autre en forme de revolver sur la tempe, ont voulu dénoncer un chaos qui dure depuis 30 ans. Ce ne sont pas les seuls, des centaines de femmes se sont rassemblées à Kinshasa, la capitale de la RDC, pour manifester contre l'Occident et sa responsabilité dans le génocide.

La population congolaise vit dans la terreur des conflits entre des groupes armés qui tentent de contrôler les régions minières les plus importantes.

Aucune des forces en présence n'a l'intention de réduire les violences. Les chefs de guerre, au service des intérêts des grandes firmes mondiales, ne sont intéressés que par les minéraux présents dans le sous-sol. Ce sont des millions de personnes qui ont été tuées, blessées ou violées par les différents groupes pour que des firmes des pays impérialistes continuent de faire le maximum de profit sur le dos de la population du Congo.

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Les élections ne peuvent pas changer la société, mais elles peuvent être utiles aux travailleurs pour se regrouper et faire entendre leurs intérêts, sans illusions, en vue des luttes à venir.

C'est dans cette perspective que Lutte Ouvrière présentera en Belgique deux listes aux élections fédérales de juin 2024. Une dans le Hainaut, et une pour la première fois à Bruxelles.

Alors pour refuser le cirque électoraliste, pour faire entendre le camp des travailleurs, pour dénoncer l'exploitation et les guerres du capitalisme, pour commencer à se regrouper et s'organiser, soutenez, signez et faites signer autour de vous pour que les listes Lutte Ouvrières puissent se présenter aux élections fédérales de juin 2024 !

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Si vous le voulez, vous pouvez nous soutenir financièrement par virement bancaire sur notre compte avec les informations suivantes :

- ✓ IBAN : BE84 0637 7593 4559
- ✓ Communication : « Campagne Lutte Ouvrière »

Attention : la loi limite la participation individuelle à 500 euros, merci de ne pas dépasser ce montant.

Vous pouvez signer via ce QR code :